Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_028-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_028

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1.8.2025

Publication ou notification le : 4.8.2025

Le Maire,
Martin BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Travaux de Voirie 2025 - Choix de l'Entreprise

Madame le Maire rappelle qu'une consultation des entreprises avait été engagée, par procédure adaptée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, en vue de la passation d'un marché de travaux pour la réfection des voiries communales, auprès de trois entreprises (Lyaudet, RMCL, S.A. Coudert),

Madame le Maire rend compte du déroulement de cette procédure et présente l'analyse des offres, à savoir :

- l'entreprise S.A. COUDERT obtient la meilleure note,
- l'entreprise RMCL arrive en deuxième position,
- l'entreprise LYAUDET n'a pas répondu.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- **Retient**, pour les travaux de réfection des voiries communales l'entreprise S.A. COUDERT pour un montant total de marché de 81 427,50€ HT, soit 97 713,00€ TTC,
- **Donne** pouvoir à Madame le Maire pour l'exécution de la présente décision et signer le marché de travaux.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_029-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_029

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Remboursement du Transport Scolaire 2024-2025

Vu l'article L.3111-9 du code des transports,

Vu l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans le cadre de l'organisation du transport scolaire 2024-2025, les familles ont versé directement au Conseil Régional la participation financière due au tre des transports scolaires 2024-2025,

Considérant que précédemment la Mairie de VERNINES prenait à sa charge la totalité de la participation incombant aux familles et remboursait aux familles du RPI les frais de transport scolaire,

Pour harmoniser la prise en charge sur l'ensemble du RPI, Madame le Maire présente au Conseil Municipal, les demandes de remboursement des frais de transport scolaire 2024-2025 facturés par le Conseil Régional aux familles de VERNINES dont les enfants fréquentent les écoles du RPI qui en ont fait la demande.

Cette demande, individuelle, a été faite sous forme écrite accompagnée d'un justificatif de paiement et d'un RIB.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de rembourser les frais de transport scolaire, hors majoration pour inscription tardive, par virement bancaire à toutes les familles suivantes, résidante sur la Commune de VERNINES dont les enfants fréquentent l'école du regroupement pédagogique AURIERES / Saint-BONNET-près-ORCIVAL / VERNINES, qui en ont fait la demande, à savoir :

Représentant Légal	Enfant(s) Scolarisé(s)	Montant remboursé
ALLÉAUME David	ALLÉAUME Cassandre	213
BEAUDONNAT Lionel	BEAUDONNAT BERGOIN Lucas	213
BEAUDONNAT Mathieu	BEAUDONNAT Noélie	234

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_029-DE

BERGER Lydie	CHANTADU[illegible]	
COUGOUL Olivier	COUGOUL Louise & Paul	468
DOUCET Apolline	LYPHOUT Héloïse & Judith	272
ESPINOUZE Lucie	MARTIN Justine	213
FERRY Germain	FERRY Romy	163
GAYTE Delphine	BATHILY Salomé & Mélissa & Sofia	456
GUILLOT Camille	GUILLOT Lucie & Juliette	426
JOUBERT David	JOUBERT Jean & Marie	252
LANGLAIS Elsa	DINIS Elena	213
LUGNIER Marianne	GELIN Juliette	213
MAUREY Florian	MAUREY Agathe	136
MORANGE Alexandra	BUSCA MORANGE Aaron	136
OLLIER David	OLLIER Mathias	191
SOUCHAL David	SOUCHAL Mailane	191
USSON Charline	GIRAUD Erwan	152

- Cette dépense, d'un montant de 4 247 € sera mandaté au compte 65741
- Décide qu"aucune autre demande de remboursement ne sera prise en compte.

Acte rendu executoire
après dépôt en
Sous-Préfecture
d'Issoire
le : 13.2025

Publication ou
notification le :
4.8.2025

Le Maire,
Martine BONY

Mairie de VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Mairie de VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_030-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_030

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire
après dépôt en
Sous-Préfecture
d'Issoire
le : 1.9.2025

Publication ou
notification le :
4.8.2025
Le Maire,
Martin BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Subvention Feu d'Artifice - Conscrits de Vernines

Madame le Maire présente la demande de subvention de l'Association des conscrits de Vernines afin d'animer la fête patronale 2025 de Vernines par un feu d'artifice.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide d'allouer une subvention de 1 500,00 € à l'association des conscrits de Vernines afin de participer à la prise en charge d'un feu d'artifice,
- d'imputer cette somme au compte 65748,
- charge Madame le Maire de l'éxécution de la présente décision.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_031-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_031

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1.9.2025

Publication ou notification le :
4.9.2025

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Participation Financière au Fonds Solidarité Logement FSL - Année 2025

Madame le Maire rappelle le contexte du Fonds Solidarité Logement et les précédentes contributions communales.

Madame le Maire présente la demande de participation financière du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme afin de contribuer à la solidarité en faveur des plus démunis, pour l'année 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- **décide** de participer à la contribution volontaire communale du FSL au titre de l'année 2025 sur la base de 0,20€/habitant (population INSEE), soit 89,00€ (445 x 0,20€)
- **autorise** Madame le Maire à signer la convention d'agrément pour l'année 2025

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_032

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1-8-2025

Publication ou notification le :
4-8-2025

Le Maire,
Martine BONY

Mairie de VERNINES (Puy-de-Dôme)

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Approbation de l'Acte Constitutif et Adhésion au Groupement de Commandes Solaire Dome

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L. 2113-6 et L. 2113-7 relatifs aux groupements de commandes,

Considérant qu'il a été demandé aux Communautés de communes du département du Puy-de-Dôme de porter le projet de groupement de commandes Solaire Dôme sur l'ensemble du territoire notamment en permettant aux communes de s'associer à cette opération ;
que plusieurs communes membres de la Communauté de communes Dômes Sancy Artense ont exprimé le souhait d'installer de tels équipements sur leurs bâtiments ; qu'un tel programme permettra à l'intercommunalité de jouer un rôle central dans le développement des énergies renouvelables sur son territoire en s'impliquant dans un projet de proximité ;

Considérant que les groupements de commandes permettent de coordonner et de regrouper les prestations afin de réaliser des économies d'échelle et qu'ils permettent également d'obtenir des conditions plus avantageuses, tant économiquement que techniquement, dans les offres des entreprises ;
que la constitution d'un groupement de commande permet d'optimiser les procédures de passation des marchés publics, de favoriser la concurrence entre les opérateurs économiques ainsi que la bonne gestion des deniers publics ; qu'il apparaît comme étant opportun pour la Communauté de communes Dômes Sancy Artense de constituer un groupement de commande dont il serait le coordonnateur ; qu'à ce titre, la collectivité organiserait l'ensemble de la procédure inhérente à la passation des marchés publics nécessaires à l'installation de centrales photovoltaïques sur ses bâtiments et ceux des communes souhaitant participer au groupement ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de Vernines d'adhérer au groupement de commandes pour l'implantation de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public et au sein duquel la

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Communauté de communes Dômes Sancy Artense exercera le rôle de coordonnateur;

Considérant qu'il appartiendra à la commune de Vernines, pour ce qui la concerne, de s'assurer de la bonne exécution des marchés conclus au titre du groupement;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- **d'approuver l'acte constitutif** du groupement de commandes, joint en Annexe 01 de la présente délibération, pour l'implantation de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public et au sein duquel la Communauté de communes Dômes Sancy Artense exercera le rôle de coordonnateur ;
- **d'approuver l'adhésion** de la commune de Vernines au-dit groupement de commandes pour l'ensemble des bâtiments publics identifiés et dont la liste figure en Annexe 02 de la présente délibération ;
- **d'autoriser** Madame le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer ledit acte constitutif du groupement de commandes, à réaliser les demandes de financement auprès des cofinanceurs potentiels et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération ;
- d'autoriser le Président de la communauté de communes Dômes Sancy Artense, ou son représentant dûment habilité, à signer les marchés issus du groupement pour le compte de la Communauté de communes et de ses communes membres ;
- **d'approuver** le plan de financement prévisionnel suivant concernant la mise en œuvre des centrales photovoltaïque :

		Atelier Communal	Ecole	Total général
Dépenses	Coût de l'installation (€HT)	18 000 €	18 000 €	36 000 €
	Frais de raccordement Enedis (€HT)	800 €	800 €	1 600 €
	Forfait Bureau de contrôle (€HT)	800 €	800 €	1 600 €
	Total de l'investissement (€HT)	**19 600 €**	**19 600 €**	**39 200 €**
Recettes	Aide du Conseil départemental			
	Aide de l'EPCI			
	Autre			
	Total des recettes	- €	- €	- €
Bilan	Reste à charge (€HT)	19 600 €	19 600 €	39 200 €
	Taux de financement	0%	0%	0%

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Mairie de VERNINES (63) Puy-de-Dôme

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

SOLAIRE Dôme

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre de centrales solaires photovoltaïques

Articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique

PROJET

Préambule

SOLAIRE Dôme est une opération qui consiste en l'**implantation massive de centrales photovoltaïques en toiture de bâtiments publics, d'une puissance de 9 kWc**, avec vente de la production électrique. Au travers de cette opération, l'ambition est de démontrer que l'un des fondements de la transition énergétique réside avant tout dans la massification de solutions techniques maîtrisées.

La Communauté de communes Dômes Sancy Artense propose aux communes de son territoire de coordonner les marchés nécessaires au déploiement de l'opération SOLAIRE Dôme.

Dans ce cadre, la création d'un groupement de commandes permet à l'ensemble des personnes publiques membres dudit groupement :

- D'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence nécessaires à la passation des marchés de travaux, de contrôle et d'entretien/maintenance des installations solaires ;
- D'assurer une meilleure visibilité des consultations auprès des entreprises potentielles ;
- De réaliser des économies d'échelle permettant d'obtenir des conditions plus avantageuses, tant économiquement que techniquement, dans les offres des entreprises ;
- De faciliter administrativement la mise en œuvre des centrales solaires des communes membres du groupement.

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Entre les soussignés

La Communauté de Communes Dômes Sancy Artense (CCDSA), domiciliée 23 route de Clermont 63210 ROCHEFORT MONTAGNE, représentée par Monsieur Alain MERCIER, Président, dûment habilité par délibération
n° XXX en date du XX /XX/2025,

Et

La commune d'Aurières, domiciliée Le Bourg 63210 AURIERES, représentée par M. Jérôme CEYSSAT, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

La commune de Gelles, domiciliée Le Bourg 63740 GELLES, représentée par M. Philippe BOYER, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

La commune d'Olby, domiciliée Le Bourg 63210 OLBY, représentée par M. Samuel GAUTHIER, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

La commune de St Julien Puy Lavèze, domiciliée Le Bourg 63820 ST JULIEN PUY LAVEZE, représentée par M. Yves CLAMADIEU, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

La commune de St Sauves d'Auvergne, domiciliée Le Bourg 63950 ST SAUVES D'AUVERGNE, représentée par M. David SAUVAT, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

La commune de Tauves, domiciliée Le Bourg 63690 TAUVES, représentée par M. Christophe SERRE, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

La commune de Vernines, domiciliée Le Bourg 63210 VERNINES, représentée par Mme Martine BONY, Maire de la commune, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XX /XX/2025,

Dans ce contexte, il est convenu ce qui suit :

PROJET

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Article 1. Objet de la convention constitutive

La présente convention a pour objet, par son approbation, de constituer un groupement de commandes, ci-après dénommé « le groupement », sur le fondement des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique et d'en définir les modalités de fonctionnement.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas de personnalité morale.

Article 2. Membres du groupement

Les membres du groupement de commandes sont les communes et établissements publics qui ont adhéré à la présente convention.

Chaque membre est représenté par la personne habilitée à signer la présente convention.

Article 3. Nature des besoins visés par le groupement de commandes

3.1. Objet du groupement de commandes

Le groupement constitué vise à répondre aux besoins de ses membres pour :

- Installer des centrales solaires photovoltaïques sur les toitures des bâtiments publics ;
- Réaliser les demandes de raccordement auprès du gestionnaire de réseau Enedis avec l'entreprise retenue pour les travaux ;
- Assurer la réalisation d'une mission de bureau de contrôle pour vérifier la conformité des travaux électriques sur toutes les installations ;
- Assurer au cas par cas un avis structurel sur les charpentes via le bureau de contrôle missionné ;
- Assurer l'entretien et la maintenance des installations sur les 3 premières années d'exploitation des centrales.

3.2. Marchés publics

Le(s) contrat (s) conclu(s) pour répondre aux besoins ci-avant exposés, pourront constituer un (des) marché(s) au sens de l'article L1110-1 du Code de la commande publique.

A ce titre, le groupement de commandes est destiné à la passation des marchés publics suivants :

- Un marché de travaux pour l'installation, l'entretien et la maintenance de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public ;
- Un marché de prestations intellectuelles pour une mission de contrôle technique dans le cadre de l'installation de centrales photovoltaïques d'une puissance de 9 kWc en toiture de bâtiment public.

De manière à répondre à ces besoins, il est prévu de recourir à la technique d'achat de l'accord-cadre à bons de commandes, mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum défini lors de la passation.

Les marchés seront communs à l'ensemble des membres du groupement et satisferont leurs besoins propres, tels qu'ils auront été préalablement définis.

Article 4. Coordination du groupement

4.1. Désignation du coordonnateur et siège du groupement

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

La Communauté de communes Dômes Sancy Artense ci-après nommée « le coordonnateur », est désignée coordonnateur du groupement par et pour l'ensemble de ses membres. Ledit groupement est représenté par le Président de la communauté de communes, ou son représentant dûment habilité.

Le siège administratif du groupement est établi à l'adresse suivante :

Communauté de communes Dômes Sancy Artense
23 route de Clermont
63210 ROCHEFORT-MONTAGNE

4.2. Niveau de coordination

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, le coordonnateur du présent groupement est chargé de la procédure de passation des marchés, de leur signature et leur notification. Ses attributions sont définies à l'article 5 de la présente convention.

Chaque membre du groupement assure l'exécution des marchés publics pour ce qui le concerne, à hauteur de ses besoins propres. Leurs attributions sont définies à l'article 6 de la présente convention.

Article 5. Missions et obligations du coordonnateur du groupement

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles fixées par le Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins visés à l'article 3 ci-dessus.

Le coordonnateur du groupement est notamment chargé, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins ;
- De définir et mettre en œuvre l'organisation technique et administrative des procédures de consultation dans le respect de la législation relative aux marchés publics, et de procéder notamment, à ce titre, au choix des types de contrats et de procédures appropriés ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres du groupement ;
- D'assurer l'ensemble des opérations nécessaires à la sélection des titulaires, notamment :
  - ✓ La rédaction et l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence,
  - ✓ La dématérialisation du DCE sur le profil acheteur du coordonnateur,
  - ✓ L'information des candidats et la diffusion des dossiers de consultation,
  - ✓ L'obtention de tout renseignement complémentaire relatif aux candidatures ou aux offres,
  - ✓ L'analyse des candidatures et des offres permettant la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - ✓ L'organisation et la réalisation des phases de négociations si nécessaire,
  - ✓ Le cas échéant, l'organisation, la tenue et le secrétariat des réunions de la commission d'attribution ; si la procédure est une procédure adaptée, le coordonnateur du groupement suivra ses propres règles internes pour l'organisation des procédures adaptées,
- D'informer les soumissionnaires des décisions prises à leur encontre ;
- De la signature et la notification du marché au(x) titulaire(s) retenu(s) ;
- Le cas échéant, de la transmission des marchés au contrôle de légalité ;
- Rédiger et faire paraître l'avis d'attribution si nécessaire ;
- De transmettre à chaque membre du groupement une copie des marchés conclus et des avenants, chacun transmettant ensuite une copie à ses propres organes de contrôle et de paiement.

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Sur simple demande, le coordonnateur tient les membres du groupement informés du déroulement des procédures. L'original de chaque marché ainsi que des documents de consultation y afférant (procès-verbaux, rapports d'analyse, publicité, règlement de consultation, etc.) sont conservés aux archives du coordonnateur.

En outre, le coordonnateur demeure seul compétent pour assurer les éventuelles modifications (avenants) au(x) contrat(s).

Le coordonnateur peut assurer un rôle d'assistance auprès des membres dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 6. Missions et obligations des membres du groupement

6.1. Définition des besoins

Chaque membre du groupement, pour la part qui le concerne, reste responsable de la définition préalable de ses besoins en vue de l'estimation des marchés à conclure et s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à l'élaboration des cahiers des charges.

Dans le cadre du présent groupement, les membres du groupement s'engagent à communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur, et notamment, pour chacun des bâtiments publics à équiper :

- La localisation du tableau électrique et du compteur ;
- Le numéro du point de livraison (PdL / RAE) électrique ;
- La typologie de charpente (bois, métallique…) ;
- Les diagnostics déjà réalisés sur les bâtiments (amiante, électricité, structure…) ;

Une fiche type de renseignements est communiquée aux membres avec une partie à remplir par bâtiment inscrit dans le groupement pour faciliter la mise à disposition de ces informations aux entreprises qui répondront aux marchés.

6.2. Exécution des marchés

Chaque membre du groupement de commandes s'assure, pour ce qui le concerne, de la bonne exécution des prestations. Chaque membre du groupement s'engage à exécuter les marchés avec le contractant ou les cocontractants choisi(s), à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les aura préalablement déterminés.

En pratique, chaque membre du groupement est ainsi chargé :

- De communiquer au coordonnateur ses besoins en vue de la passation des marchés ;
- De réaliser la déclaration préalable en vue des travaux d'installation solaire sur les toitures des bâtiments liée à son besoin ;
- De signer la demande de raccordement par installation solaire qui devra être adressée à Enedis. Les membres seront aidés dans cette étape par l'entreprise titulaire des travaux ;
- D'assurer le suivi des travaux liés à son besoin ;
- D'assurer la bonne exécution et le paiement des marchés portant sur l'intégralité de ses besoins, éventuellement ajustés en cours d'exécution (émission des bons de commande, réalisation des opérations de réception, paiement des factures afférentes, gestion des sous-traitances, etc.) ;
- De contractualiser la vente de l'énergie solaire produite. Les membres seront également aidés par l'entreprise titulaire des travaux dans cette étape.

Une fois inclus aux marchés passés au titre du groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les installations ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par le membre en dehors du présent groupement et ayant aussi pour objet la mise en œuvre d'une installation solaire photovoltaïque.

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

En cas de difficultés rencontrées en cours d'exécution, le membre est invité à en informer le coordonnateur du groupement.

Article 7. Commission d'appels d'offres

Suivant les dispositions de l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement.

La commission d'appel d'offres sera présidée par le représentant du coordonnateur du groupement de commandes. Les procès-verbaux seront élaborés par le coordonnateur du groupement de commandes.

Un représentant de chaque commune membre du groupement pourra participer à ladite commission avec une voix consultative s'il en fait la demande.

Article 8. Frais de coordination et de fonctionnement

La mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

L'ensemble des frais afférents au fonctionnement du groupement (frais de publicité, de reprographie, frais postaux...) sont intégralement pris en charge par le coordonnateur, sans participation des autres membres du groupement.

Article 9. Durée du groupement

La présente convention prend effet à compter de la signature de l'acte d'adhésion par l'ensemble des membres du groupement, le point de départ étant la date de signature du dernier membre.

Le groupement a une durée limitée à la durée nécessaire à la réalisation des marchés publics objets de la présente convention.

Il prendra fin, au plus tard, au terme des marchés dont il fait l'objet.

Article 10. Modalités d'adhésion et de retrait des membres

10.1. Adhésion au groupement

L'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres. L'adhésion est gratuite.

Chaque membre constitutif du groupement adhère au groupement par une délibération de son assemblée ou une décision de son instance décisionnelle approuvant le présent acte et autorisant son représentant à le signer. L'original de l'acte signé et une copie de la délibération ou de la décision de l'instance décisionnelle sont transmises au coordonnateur du groupement.

Aucune nouvelle adhésion ne pourra intervenir à l'issue de la publication des marchés objets de la présente convention.

10.2. Retrait au groupement

Chaque membre demeure libre de se retirer du groupement. Ce retrait est constaté par une délibération de son assemblée délibérante ou décision de l'autorité territoriale s'il en a reçu délégation. Une copie de la délibération ou de la décision est adressée dans les meilleurs délais, par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine, au coordonnateur du groupement qui en informera les autres membres.

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Le membre exerçant son droit de retrait reste donc soumis au respect des engagements qu'il aurait déjà contractés auprès du ou des titulaires de l'accord-cadre. Le retrait ne prend effet qu'après règlement des sommes dues au titre des marchés conclus.

L'exercice du droit de retrait d'un membre n'emporte pas résiliation de la convention, laquelle continue de s'appliquer et de produire ses effets à l'égard des autres membres.

Les membres du groupement acceptent le retrait d'un membre sans pouvoir s'y opposer.

Article 11. Modifications de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant et devra être approuvée, dans les mêmes termes, par l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre du groupement approuve ces modifications par une décision selon ses règles propres et notifie sa décision au coordonnateur.

Les modifications prennent effet lorsque l'ensemble des membres les ont valablement approuvées, à la plus tardive des dates de signature, par les membres du groupement.

Le retrait d'un membre dans les conditions prévues à l'article 10 n'est pas considéré comme une modification.

Article 12. Capacités à ester en justice

Le coordonnateur assurera vis-à-vis de chacun des membres du groupement et même après expiration de la présente convention, tout recours contentieux ou pré-contentieux à l'encontre des procédures de consultation dont il a été chargé. Il assumera les frais de procédure relatifs à ce recours. Les éventuelles condamnations financières qui seraient prononcées en raison d'un manque à gagner d'un concurrent illégalement évincé seront supportées solidairement.

Sa responsabilité en tant que coordonnateur est dégagée lors de la survenance d'un recours en cours d'exécution du marché. En effet, chaque acheteur membre du groupement est seul responsable de l'exécution des missions et obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte (cf. article 6).

Article 13. Règlement des litiges

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

La présente convention est établie en autant d'exemplaires originaux que de membres, chacun des cosignataires bénéficiant d'un original.

Fait à ....., le .....

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Pour ..... *Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes* Son représentant dûment habilité, ... *Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire* Signature	Pour ..... *Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes* Son représentant dûment habilité, ... *Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire* Signature
Pour ..... *Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes* Son représentant dûment habilité, ... *Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire* Signature	Pour ..... *Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes* Son représentant dûment habilité, ... *Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire* Signature
Pour ..... *Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes* Son représentant dûment habilité, ... *Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire* Signature	Pour ..... *Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes* Son représentant dûment habilité, ... *Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire* Signature

PROJET

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Pour	Pour
.....	.....
Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes	*Indiquer ci-dessus l'identité du membre adhérent au groupement de commandes*
Son représentant dûment habilité,	Son représentant dûment habilité,
.....	.....
Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire	*Indiquer ci-dessus les nom et qualité du signataire*
Signature	Signature

PROJET

Collectivité Vernines

Fiche d'intention de la collectivité

SOLAIRE Dôme est une opération collective qui consiste en l'implantation massive de centrales photovoltaïques en toiture de bâtiments publics, d'une puissance de 9 kWc, avec vente totale ou autoconsommation de la production électrique. Au travers de cette opération, l'ambition est de démontrer qu'un des fondements de la transition énergétique réside avant tout dans la massification de solutions techniques maîtrisées.
Seuls les bâtiments présentant l'opportunité d'une installation solaire de 9 kWc seront intégrés dans l'Opération SOLAIRE Dôme. Pour les autres installations, des solutions différentes de mise en oeuvre pourront être envisagées au cas par cas entre la collectivité et l'Aduhme (exemple : autoconsommation pour les installations de petite puissance type 3 kWc et investissement citoyen via des SCIC pour les installations de plus grande puissance type 36 ou 100 kWc).

Le choix de faciliter le passage à l'acte des collectivités vers un groupement pour mettre en œuvre des installations de 9 kWc permet de répondre à des premiers objectifs tout en laissant des opportunités sur d'autres tailles d'installations futures pour développer des modèles différents liés au photovoltaïque (autoconsommation individuelle ou collective, tiers-investissement citoyen...).
Dans un premier temps, le modèle du 9 kWc permet de combiner les intérêts suivants :
- Renforcer l'engagement des collectivités dans une démarche de transition énergétique (notamment sur le volet production) pour qu'elles constituent une référence pour leurs administrés et les acteurs du territoire ;
- Aider les collectivités, notamment celles « obligées PCAET » au sens de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte, à passer dans l'opérationnalité en investissant dans des solutions de production d'électricité verte tout en participant globalement à la diversification énergétique du territoire ;
- Offrir l'opportunité aux collectivités d'investir dans une opération « blanche » de production d'énergie renouvelable sans peser sur leur budget en disposant d'une recette financière liée à la vente de l'électricité venant couvrir le coût de l'installation et de son fonctionnement sur la base d'un contrat de vente de 20 ans ;
- Solliciter une surface de toiture couramment disponible sur les équipements publics (≈ 45 m²).

La suite de l'opération consiste à monter un marché groupé à l'échelle de l'EPCI pour mettre en oeuvre les installations de 9 kWc que chacune des collectivités aura sélectio
Ainsi, vous pouvez sur le tableau ci-dessous identifier les bâtiments dont les toitures intègreront le marché.
L'intercommunalité apportera son appui administratif et juridique pour lancer le marché de travaux et les marchés annexes (bureau de contrôle). L'Aduhme apportera so
technique à l'EPCI et aux communes. Ce marché prendra la forme d'un marché à bon de commande. Il sera ensuite exécuté par chaque membre. La collectivité s'acquittera d
son (ou ses) bon(s) de commande directement auprès de l'entreprise lauréate. Un bon de commande correspondra à une installation solaire sur un bâtiment. La co
actionnera un bon de commande par bâtiment sélectionné dans le tableau de recensement au verso de cette page.

Cette fiche d'intention va permettre de quantifier et d'organiser le marché groupé à l'échelle de l'EPCI.
Dans un second temps, chaque commune ayant fait remonter ses intentions recevra les documents nécessaires à la constitution du groupement de commande (conv
constitutive de groupement, délibération d'adhésion au groupement).

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

L'engagement de la collectivité ne sera alors ferme qu'à la constitution du groupement selon le nombre de bâtiments qu'elle aura engagés.
Il est à noter que certains motifs pourront permettre aux collectivités de désengager un bâtiment (coût de raccordement définitif au réseau > 3 000 € ; détection d'un renforcement de charpente nécessaire avec un coût non supportable par la collectivité ; non autorisation d'urbanisme).

Merci de compléter la colonne "Souhait de la collectivité d'engager le bâtiment dans un marché groupé par l'EPCI " du tableau ci-dessous en indiquant "oui" ou "non" par bâtiment.

EPCI	CC Dômes Sancy Artense	
Collectivité	Vernines	
Puissance retenue	(Plusieurs éléments)	*Rayer la mention inutile*
Opportunité PV	(Plusieurs éléments)	

Si oui, cocher en quelle année ?

	Production d'électricité (kWh/an)	Budget prévisionnel hors subventions (€)	Niveau d'opportunité	Souhait de la collectivité d'engager le bâtiment dans un marché groupé par l'EPCI	2024	2025	2026	2027
Ancienne mairie école	9 364 kWh	19 600 €	Moyenne	~~oui~~ / non				
Salle des fêtes M.Coudert	9 852 kWh	20 800 €	Moyenne	~~oui~~ / non				
Total général	19 216 kWh	40 400 €						

Ecole ---------- oui - 2025

Atelier Communal ---------- oui - 2026

le 5.12.2024
le Maire,
Patrice GOUY

MAIRIE DE VERNINES (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_032-DE

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_033-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_033

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1.9.2025

Publication ou notification le :
4.8.2025

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Adhésion à la mission relative à l'Assistance Retraites exercée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Vu le décret n° 2007-173 du 7 février 2007 relatif à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme n° 2025-17 en date du 17 juin 2025 portant mise en œuvre de la mission relative à l'assistance retraites exercée par le Centre de Gestion au profit des collectivités et établissements affiliés,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide** d'adhérer à la mission relative à l'assistance retraites exercée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme,
- **autorise** le Maire à signer la convention, jointe en annexe, devant être conclue avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme,
- **décide** d'inscrire les crédits correspondants au budget de la collectivité conformément aux modalités prévues dans la convention évoquée ci-dessus.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_033-DE

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme

Convention d'adhésion des collectivités et établissements affiliés au Centre de Gestion à la mission relative à l'assistance retraites

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Vu le décret n° 2007-173 du 7 février 2007 relatif à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Vu la convention de partenariat conclue entre le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme et la Caisse des Dépôts et Consignations gestionnaire de la CNRACL,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme n° 2025-17 en date du 17 juin 2025 portant mise en œuvre de la mission relative à l'assistance retraites exercée par le Centre de Gestion au profit des collectivités et établissements affiliés,

ENTRE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme, situé 7 rue Condorcet - CS 70007 - 63063 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représenté par son Président, Tony BERNARD, agissant conformément à la délibération n° 2025-17 du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 17 juin 2025,

désigné, ci-après, « le Centre de Gestion »

d'une part,

ET

Le / La (dénomination collectivité / établissement public),

représenté(e) par son Maire, son Président, Madame, Monsieur (prénom et nom), dûment habilité(e) par délibération du Conseil municipal, Conseil syndical ou Conseil d'administration en date du ,

désigné, ci-après, « la collectivité locale »

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_033-DE

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer, en collaboration avec la collectivité locale, les conditions d'exercice de la mission relative à l'assistance retraites.

Cette mission consiste en l'accompagnement de la collectivité locale et des agents qu'elle emploie, dans la mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de retraite, et, notamment des procédures de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

Cet accompagnement personnalisé comprend :

- le contrôle des dossiers de rétablissement au Régime général, instruits sous format papier, par la collectivité locale,
- dans l'année qui précède l'ouverture des droits à pension, la prise en charge des dossiers relatifs aux estimations de pensions CNRACL et l'instruction des dossiers de retraites des agents affiliés à la CNRACL.

Cet appui juridique et technique, dans la constitution des dossiers dématérialisés et le suivi des dossiers papiers, est destiné à contribuer à une adaptation continue aux méthodes de travail de la CNRACL, aux évolutions techniques et une clarification des situations les plus complexes.

ARTICLE 2 : MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE CENTRE DE GESTION AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ LOCALE

Le service retraites chargé d'exercer la mission relative à l'assistance retraites :

- informe la collectivité locale et les agents qu'elle emploie sur les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de retraite,
- assure le traitement, dans les meilleurs délais, des dossiers communiqués par la collectivité locale, eu égard à la technicité de ceux-ci et aux éléments transmis par la collectivité locale.

Le Centre de Gestion se réserve la possibilité de refuser la réalisation d'une mission qui ne serait pas prévue dans la présente convention. Il se réserve également le droit de ne pas traiter un dossier dont les informations seraient inexploitables (incomplètes, inintelligibles, ...) ou lorsque la demande aurait pour objet de le faire participer à la réalisation d'une illégalité.

La recevabilité des demandes et l'attribution des droits au regard de la réglementation des retraites restent de la compétence de la CNRACL. La collectivité locale ne saurait engager, à ce titre, la responsabilité du Centre de Gestion de quelque manière que ce soit.

En outre, le Centre de Gestion ne pourra être tenu pour responsable, en cas de litige, dans le cas où une information susceptible de modifier la nature du conseil ou du traitement du dossier, ne lui aura pas été transmise par la collectivité locale ou la CNRACL.

ARTICLE 3 : MOYENS MISE EN ŒUVRE PAR LA COLLECTIVITÉ LOCALE

La collectivité locale s'engage :

- à informer, dans les meilleurs délais, le Centre de Gestion de la nature du travail à réaliser,
- à communiquer toute information nécessaire à l'instruction des demandes selon les critères fixés par la CNRACL. La collectivité locale sollicitera le service retraites du Centre de Gestion par l'intermédiaire d'un formulaire dédié,

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_033-DE

- à vérifier l'ensemble des documents émis par la CNRACL dans le cadre de l'instruction des demandes qu'elle a formulées au Centre de Gestion en application de la présente convention,
- à ne pas rechercher la responsabilité du Centre de Gestion, si elle omettait de communiquer des éléments et/ou si elle communiquait des éléments erronés.

Aucune des parties de la présente convention ne peut être tenue responsable des incidents techniques pouvant survenir sur les réseaux de télécommunications dont elles n'ont pas la maîtrise.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 4-1 : coût de l'adhésion

En contrepartie de l'adhésion de la collectivité locale à la mission relative à l'assistance retraites exercée par le Centre de Gestion, la collectivité locale devra s'acquitter d'un montant forfaitaire tenant compte du nombre d'agents qu'elle emploie, affiliés à la CNRACL.

Le chiffre des effectifs sera communiqué par la CNRACL en fin d'année N-1 et correspondra à tous les agents affiliés à la CNRACL de la collectivité locale (les agents en activité, en maladie, en congé parental, en détachement, en disponibilité...).

À compter du 1er janvier 2026, cette cotisation est fixée selon l'année d'adhésion aux tarifs ci-après :

Tranches	Nombre agents CNRACL	Tarif = Forfait/an si adhésion pour 3 ans 2026/2028	Tarif = Forfait/an si adhésion pour 2 ans 2027/2028	Tarif = Forfait/an si adhésion pour 1 an 2028
1	1 à 4	85,00 €	127,50 €	255,00 €
2	5 à 9	180,00 €	270,00 €	540,00 €
3	10 à 14	280,00 €	420,00 €	840,00 €
4	15 à 19	410,00 €	615,00 €	1 230,00 €
5	20 à 29	585,00 €	877,50 €	1 755,00 €
6	30 à 59	945,00 €	1 417,50 €	2 835,00 €
7	60 à 99	1 575,00 €	2 362,50 €	4 725,00 €
8	100 à 199	2 250,00 €	3 375,00 €	6 750,00 €
9	200 à 799	3 375,00 €	5 062,50 €	10 125,00 €
10	800 et +	9 000,00 €	13 500,00 €	27 000,00 €

Article 4-2 : révision des tarifs

Les tarifs pourront être révisés par délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion. Cette délibération devra intervenir avant le 30 juin de l'année N pour une application au 1er janvier de l'année N+1.

Dans l'hypothèse où la collectivité locale ne souhaiterait plus bénéficier de la mission relative à l'assistance retraites aux nouvelles conditions tarifaires, elle devra en informer le Centre de Gestion avant le 31 octobre de l'année N par lettre adressée en recommandée avec accusé de réception. La résiliation de la convention prendra alors effet au 31 décembre de l'année N.

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_033-DE

Article 4-3 : modalité de règlement

Le recouvrement de la cotisation annuelle sera assuré en une fois après émission d'un titre de recettes par le Centre de Gestion au deuxième semestre de chaque année.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera versé à la Paierie Départementale du Puy-de-Dôme.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2028.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4-2, la convention pourra être dénoncée à chaque échéance annuelle par l'une ou l'autre des parties par lettre dûment motivée adressée en recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de 2 mois.

Toute demande d'adhésion ou de résiliation prendra effet au 1er janvier de l'année N+1.

La convention sera résiliable de plein droit en cas de modification des dispositions législatives et réglementaires ayant permis son établissement, ainsi qu'en cas de résiliation de la convention de partenariat conclue entre le Centre de Gestion et la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 6 : DIFFICULTÉS D'APPLICATION ET LITIGES

Toute difficulté d'application ou d'interprétation de la présente convention fera l'objet d'une rencontre entre le Centre de Gestion et la collectivité locale afin d'essayer de trouver un accord.

À défaut d'accord, les deux parties pourront s'adresser au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand, pour le règlement de tout litige éventuel survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

À Clermont-Ferrand, le

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme,	**Le Maire, le Président de**
Tony BERNARD **Maire de Châteldon**	**Prénom et Nom**

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_034-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_034

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1.9.2025

Publication ou notification le :
4.8.2025
Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Suppression d'un Poste Permanent

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/84 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et notamment l'article 34,

Vu la délibération 2025_003 en date du 27/02/2025 portant création d'un poste d'Agent de Maîtrise Principal,

Vu l'avis du Comité technique en date du 3 juin 2025.

ARTICLE 1 :
Madame le Maire rappelle à l'assemblée qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité technique.
Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal en date du 23 février 2021,
Considérant la nécessité de supprimer un (1) emploi d'Agent de Maitrise, en raison de l'avancement de grade de l'agent,

ARTICLE 2 :
Madame le Maire propose à l'assemblée, la suppression d'un (1) emploi d'Agent de Maîtrise, à temps complet à raison de 35h hebdomadaires (35/35ièmes).

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1er août 2025,

- Filière : Technique,
- Cadre d'emplois : Agent de Maîtrise
- Grade : Agent de Maîtrise
- Ancien effectif : 1 (un)
- Nouvel effectif : 0 (zéro)

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_034-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir déli

- **adopte** la modification du tableau des emplois ainsi proposée.
- **inscrit** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois au budget

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Mairie de VERNINES (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_035-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_035

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1.8.2025

Publication ou notification le :
4.8.2025

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Plan Mobilité Simplifié Dômes Sancy Artense : Consultation

Madame le Maire rappelle que la Communauté de Communes Dômes Sancy Artense, Autorité Organisatrice de la Mobilité depuis juillet 2021, a élaboré un projet de Plan de Mobilité Simplifié afin de structurer la stratégie mobilité du territoire à court, moyen et long terme.

Madame le Maire informe qu'en date du 16 mai 2025, le conseil communautaire a arrêté le projet de Plan de Mobilité Simplifié Dômes Sancy Artense, afin de débuter les étapes de consultation.

Madame le Maire présente le projet de Plan de Mobilité Simplifié, réalisé en interne par les services de la Communauté de communes en partenariat avec les acteurs socio-économiques et institutionnels du territoire faisant ressortir des actions concrètes à réaliser pour le territoire communautaire en matière de mobilité à l'horizon 2035.

L'article L.1214-36-1 du Code des Transports stipule que le projet de plan de mobilité, arrêté par l'organe délibérant de l'autorité organisatrice de transport, doit être soumis, pour avis, aux conseils municipaux, départementaux et régionnaux, ainsi qu'aux autorités organisatrices de la mobilité limitrophes dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le projet de Plan de Mobilité Simplifié de Dômes Sancy Artense, tel que présenté et **émet un avis favorable**.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_036-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_036

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 1.8.2025

Publication ou notification le :
4.8.2025

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

MOTION : Pour que l'Etat intervienne pour le financement des travaux nécessaires à la réouverture complète de la ligne Clermont-Ferrand - Le Mont Dore - Ussel - Tulle, en fret et voyageurs

Vœu initié par la Fédération Agir pour la ligne ferroviaire Clermont-Ferrand – Le Mont Dore – Ussel – Tulle

Madame le Maire donne lecture au Conseil Municipal d'une motion, portée par la Fédération Agir pour la ligne ferroviaire Clermont-Ferrand – Le Mont Dore – Ussel – Tulle, qu'elle propose d'adopter.

Cette motion demande une intervention de l'Etat dans le financement des travaux nécessaires à la réouverture complète de la ligne Clermont-Ferrand – Le Mont Dore – Ussel – Tulle, en fret et voyageurs.

Constatant une très forte mobilisation des élus, responsables syndicaux et associatifs, chefs d'entreprises, acteurs du tourisme et de la population pour la réouverture de la ligne Ussel – Le Mont Dore – Clermont Ferrand ;

Considérant que le service public ferroviaire doit jouer un rôle central pour maintenir le droit aux mobilités de chaque citoyenne et citoyen de nos territoires délaissés ;

Considérant nos territoires qui regroupent de nombreux établissements scolaires et qui attirent, par les formations proposées, de nombreux jeunes ;

Considérant les besoins en main d'œuvre de nos entreprises ;

Considérant la nécessité d'offrir aux personnes visitant nos territoires et nos deux parcs naturels régionaux une mobilité sûre, économique et décarbonée ;

Considérant les besoins en fret ferroviaire des activités de nos territoires et les projets de trains innovants comme le TELLI ;

Envoyé en préfecture le 01/08/2025
Reçu en préfecture le 01/08/2025
Publié le 04/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_036-DE

Considérant les besoins en déplacements [illegible] nos populations ;

Considérant que le report modal du fret permettrait aux collectivités territoriales de réaliser de substantielles économies dans l'entretien des routes ;

Les conseillers municipaux présents demandent que l'État intervienne dès à présent pour le financement des travaux nécessaire à la réouverture complète de la ligne Clermont-Ferrand – Le Mont Dore – Ussel - Tulle, en fret et voyageurs.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte la motion proposée.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Mairie de VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 05/08/2025
Reçu en préfecture le 05/08/2025
Publié le 05/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_037-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_037

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Recours à la Cour Administrative d'Appel contre le jugement du TA n°2102704

Madame le Maire demande au conseil municipal de rajouter à l'ordre du jour cette délibération.

Madame le Maire rappelle la délibération n°2020_016 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire et la délibération n°2022_002 portant recours au tribunal administratif contre l'arrêté préfectoral n°SPA 2021-20.

Madame le Maire expose au conseil municipal que la procédure de transfert de l'ensemble des droits, biens et obligations de la section de Vernines à la commune de Vernines, fait l'objet, auprès de la cour administrative d'appel de Lyon, d'une requête en annulation concernant le jugement n°2102704 du 4 février 2025 du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Madame le Maire propose que la commune dépose un mémoire en observation auprès de la cour administrative d'appel de Lyon relatif à ce recours.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, décide de

- rajouter cette délibération à l'ordre du jour
- déposer un mémoire en observation auprès de la cour administative d'appel de Lyon dans le cadre du dépôt de la requête en annulation concernant le jugement n°2102704 du 4 février 2025 du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.
- donner pouvoirs à Madame le Maire pour exécuter cette présente décision et ester en justice si nécessaire.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline

Acte rendu executoire
après dépôt en
Sous-Préfecture
d'Issoire
le : 5.8.2025

Publication ou
notification le :
5.8.2025

Le Maire,
Martine BONY

Mairie de VERNINES 63 (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 05/08/2025
Reçu en préfecture le 05/08/2025
Publié le 05/08/2025
ID : 063-216304519-20250729-2025_038-DE

Département du
PUY DE DOME

Arrondissement de
ISSOIRE

Commune de
VERNINES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf : 2025_038

Date de la convocation
22/07/2025

Date d'affichage
22/07/2025

Nombres de Conseillers:
Présents : 6
En exercice : 8
Votants : 7

A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Acte rendu executoire après dépôt en Sous-Préfecture d'Issoire
le : 5.8.2025

Publication ou notification le :
5.8.2025

Le Maire,
Martine BONY

L'an **deux mil vingt cinq le : 29 Juillet**
le Conseil Municipal de la commune de VERNINES,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie sous la présidence de BONY Martine, Maire

Présents : Mme BONY Martine, Maire, Mmes : BEAUDONNAT Sandrine, RANDANNE Caroline, MM : FERRY Denis, MILLIROUX Julien, VOUTE Benjamin
ayant donné procuration : M. PIQUET Loïc à Mme BONY Martine
Absent(s) : M. BEAUDONNAT Luc

Secrétaire de la séance : Mme RANDANNE Caroline

Objet de la délibération :

Recours à la Cour Administrative d'Appel contre le jugement du TA n°2102705

Madame le Maire demande au conseil municipal de rajouter à l'ordre du jour cette délibération.

Madame le Maire rappelle la délibération n°2020_016 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire et la délibération n°2022_003 portant recours au tribunal administratif contre l'arrêté préfectoral n°SPA 2021-21.

Madame le Maire expose au conseil municipal que la procédure de transfert de l'ensemble des droits, biens et obligations de la section de Bessat et Vernines à la commune de Vernines, fait l'objet, auprès de la cour administrative d'appel de Lyon, d'une requête en annulation concernant le jugement n°2102705 du 4 février 2025 du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Madame le Maire propose que la commune dépose un mémoire en observation auprès de la cour administrative d'appel de Lyon relatif à ce recours.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, décide de

- rajouter cette délibération à l'ordre du jour
- déposer un mémoire en observation auprès de la cour administative d'appel de Lyon dans le cadre du dépôt de la requête en annulation concernant le jugement n°2102705 du 4 février 2025 du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.
- donner pouvoirs à Madame le Maire pour exécuter cette présente décision et ester en justice si nécessaire.

Fait en Mairie les jour, mois, et an que dessus
Pour copie conforme,

Le Maire,
Martine BONY

Le secrétaire de séance
Mme RANDANNE Caroline